



La Finance ne peut fonctionner qu'avec des règles éthiques



En 2008, le monde de la finance a connu une crise financière d'une rare violence qui a failli emporter dans la tourmente les économies des plus grands pays de la planète.

Depuis ont fleuri de nombreuses études qui tendent à montrer que cette crise était imprévisible, que les modèles mathématiques étaient trop complexes pour donner des prévisions fiables et pour sonner l'alerte.

Néanmoins, il faut saluer la réactivité de ceux qui étaient aux commandes de nos pays à cette période. En prenant des mesures d'extrême urgence, ils ont empêché une faillite de nos banques et du système monétaire mondial. Sans ces mesures d'urgence, nous aurions à l'heure actuelle des dizaines de milliers de chômeurs supplémentaires et nous serions peut-être à la veille de grandes guerres à l'échelle planétaire.

En 2010, il y eut à Nancy, une rencontre nationale des responsables de la Mutuelle catholique Saint-Georges. On m'avait sollicité pour une conférence en tant qu'ethnologue – anthropologue. C'est là que j'ai eu la joie d'entendre le responsable national de la Mutuelle expliquer les mécanismes qui ont conduit à la crise de 2008.

Aux Etats-Unis, des responsables de grandes banques étaient en possession « d'actifs pourris » qui ne valaient plus rien. Ces « actifs pourris » peuvent être comparé à des fruits pourris. Mais au lieu de les jeter, les banquiers les ont mis dans de beaux paniers et les ont entouré de beaux fruits appétissants. Ils ont vendu le tout à bon prix. Le malheur, qui est en réalité une règle du monde vivant, a fait que les fruits pourris ont contaminé les fruits sains et à la fin les paniers ne valaient plus rien.

Pas besoin d'avoir fait Polytechnique pour comprendre cela ! En quelques phrases on comprend ce qui s'est passé en 2008.

Par ailleurs, six mois avant son décès, Adrien ZELLER est venu visiter la Banque Alimentaire du Bas-Rhin. A la fin de la rencontre, nous avons parlé de la crise économique et, tous les deux, nous étions convaincus qu'il aurait fallu sanctionner lourdement les banquiers responsables.

Même des peines de prison auraient été souhaitables. On enferme bien des voleurs de mobylettes ! Avec bonne humeur, nous nous posions la question si nous n'étions pas un peu « gauchistes » avec de telles idées ! Heureusement que nous avons été rejoints dans nos raisonnements par une personne de haute autorité, Charles H. Ferguson, entrepreneur à succès aux Etats-Unis. En 2010, il sort le film « Inside Jacob » qui dissèque la crise des subprimes et en 2011 il remporte pour ce film, l'Oscar du meilleur documentaire. Il sort aussi en 2011 un ouvrage intitulé : « l'Amérique des prédateurs » où il montre que la finance est une industrie parasite, source d'instabilité et qui corrompt le personnel politique.

Charles H. Ferguson constate avec amertume que trois ans après la terrifiante crise, causée par la fraude financière, pas un seul responsable n'est en prison, et c'est mal (Nouvel Observateur du 7 février 2013, page 68). Ferguson y ajoute :

« Aujourd'hui, la finance attire des gens qui ont la mentalité de vendeurs de voitures d'occasion : jeunes, rapides, agressifs, court-termistes, cupides et dépourvus de tout sens moral »

Toutes ces réflexions pour montrer qu'en économie, il faut les mêmes règles de vie que pour le quotidien.

Respecter l'autre, ne pas vouloir tricher avec lui, ne pas vouloir le voler, ne pas l'envier, toutes ces règles devraient être appliquées dans le monde de la finance pour qu'on puisse à nouveau faire confiance aux banquiers, confiance tellement nécessaire à la vie en société.

C'est là qu'on s'aperçoit que les dix commandements n'ont pas pris une seule ride et qu'ils sont brûlants d'actualité.

Freddy Sarg



SOMMAIRE

Page 2-3 : **Tous responsables** : Accompagnement DANS et VERS l'emploi, un cadre protecteur

Page 4 : **Ambiance** : La Banque de l'Objet - **Restaurer l'Homme** : L'épicerie sociale «Entraide Le Relais»



Accompagnement DANS et VERS l'emploi, un cadre protecteur

La Banque Alimentaire qui se définit comme un passeur à travers l'aide alimentaire fournie aux associations bénéficiaires, a toujours été consciente que l'aliment est un formidable vecteur de relations entre les hommes et qu'elle accompagnait nécessairement, par son action, les bénéficiaires à se réinsérer dans une vie normale.



Il est donc naturel que la Banque Alimentaire accompagne dans l'emploi et vers l'emploi les personnes qui, depuis les lois du 29 juillet 1988 et du 1er décembre 2008 sont bénéficiaires des actions d'insertion par l'activité économique (IAE).

Ces textes essentiels ont pour but de permettre le retour à l'activité des personnes sans emploi, à la fois par le traitement des origines des difficultés sociales et professionnelles, limitant le retour à l'activité, et par la transmission de savoirs et connaissances nécessaires à l'occupation de postes de travail.

La BA67 est ainsi devenue juridiquement une structure d'insertion économique depuis mai 2005.

A la date du 1er janvier 2013, elle emploie 4 chauffeurs-livreurs, 4 préparateurs de commandes, 1 gestionnaire de stocks, 2 chargés d'accueil (réception des associations), 1 cuisinière et 1 agent de service.

Cette activité suppose des modes d'accompagnement spécifiques dans le cadre d'un processus très défini de contractualisation.

La BA s'engage à fournir un travail et un suivi socio-professionnel à des salariés liés par des contrats de travail d'un type particulier (CUI contrat unique d'insertion). Ceux-ci sont des contrats à durée déterminée de 6 mois, renouvelables 3 fois maximum par avenants de 6 mois.

A la BA67, Coralie TIJOU (Déléguée Générale) et Nicolas MAETZ (Responsable d'entrepôt et encadrant technique) sont assistés d'une accompagnatrice sociale à mi-temps Marie HECKMANN qui est en prise avec toutes les

problématiques sociales : logement, surendettement de la personne, recherche de formation et d'emploi...

Sur le terrain, les salariés sont encadrés par Claudia BIEBER.

Les financements publics d'investissement et de fonctionnement font intervenir en premier lieu l'ETAT par le biais de la DIRECCTE (Direction Régionale des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi) mais de plus en plus les départements contribuent aux allocations RSA (les bénéficiaires RSA étant devenus les principaux salariés éligibles à ce processus).

Le fonctionnement conventionnalisé annuellement implique nécessairement, en adéquation avec des politiques territoriales d'insertion, définissant des prescriptions de parcours individualisés, une régulation tutélaire sur la SIAE, qui doit rendre des comptes.

Il faut souligner que depuis 2008, le texte de l'article L5132 CT ne prévoit plus «l'aide à la résolution des difficultés sociales» et depuis 2010 il ne s'agit plus de «rechercher les conditions d'une insertion professionnelle» mais de la «faciliter».

La logique publique économique et maintenant managériale a nécessairement un impact sur le chantier, son organisation du recrutement et de l'accompagnement.

Mais les cibles de «retour à l'emploi» s'avèrent souvent hors d'atteinte pour des salariés souffrant de difficultés sociales de tout ordre.

Il s'agit cependant de réaffirmer que les SIAE s'inscrivent dans le champ de la lutte contre les exclusions et non du traitement social du chômage.

Il faut donc surtout insister sur la pratique défendue par les deux responsables de la BA67 de «replacer» la personne précaire dans un environnement professionnel où elle doit pouvoir redonner sens et consistance à son identité sociale: l'individu a d'abord besoin d'un terrain où il lui est reconnu un rôle dans le collectif.

Les points de vue des intervenants de la BA67, tant des encadrants que des salariés sont rassurants sur l'esprit, et pragmatiques sur les résultats : ils montrent les difficultés à conduire une activité dans un tel marché atypique de l'emploi mais en



«On est dans une vraie entreprise et il ne faut rien louper»

Souriant et détendu après la pause déjeuner, Michel a accepté de répondre et de réfléchir sur son parcours à la BA67 depuis août 2011. Après avoir été à l'Accueil des Associations, il est devenu récemment le gestionnaire des stocks, un poste clé dans l'entreprise.

Il expose avec clarté et beaucoup d'humilité comment il a «eu la chance» de se poser à la BA pour 2 ans. Bien sûr, il était déjà magasinier mais il a acquis beaucoup de confiance en lui, passé le CACES et manipule depuis quelques temps avec attention le logiciel VIF.

Il décrit une entreprise avec beaucoup de tâches, une diversité humaine, mais dit-il «il ne faut pas se tromper, un fonctionnement compliqué avec des encadrants très occupés et beaucoup de bénévoles». Il déclare admirer certains bénévoles avec lesquels il travaille régulièrement (Huguette, Raymond, ...).

Il considère que dans l'entreprise règne une atmosphère familiale sans réelle sanction et sans autorité pesante, ce qui n'existe pas dans les autres entreprises. Mais aussi du respect et de la compréhension ce que «d'aucuns ne ressentent pas toujours suffisamment et qui risqueraient d'en profiter !».

Mais le réel approfondissement de Michel, sur son vécu concerne son engagement associatif dans une structure qui aide l'homme à se nourrir.

Sans aucune suggestion du rédacteur Michel a spontanément parlé du lien qu'il entretient par solidarité avec les exclus et par là même avec la BA qui lui a beaucoup apporté : «quelquefois je ne pense plus comme un salarié, je suis aussi un bénévole». Michel est hésitant sur son statut : à certains moments, il ne compte plus son temps, le regrette l'espace de quelques instants, mais en définitive se sent gratifié.

Il est soucieux de la gestion : «les associations attendent beaucoup, nous ne sommes pas assez nombreux, peut-être certains pas assez réactifs... ».

Il est naturellement inquiet de l'avenir mais compte en toutes hypothèses garder le lien avec la BA.

Propos recueillis par Sonia Garrigue

même temps soulignent les progrès individuels et la richesse de la solidarité qui se manifeste dans toutes les directions.

Car en effet le passage dans une structure d'insertion permet d'améliorer son «employabilité» et sa qualification mais aussi de restaurer son identité, car de nombreux salariés ont davantage de difficultés pour le savoir être que pour le savoir faire.

C'est pourquoi la reconstruction d'un parcours individualisé n'est pas un vain mot et l'intégration professionnelle ne se résume pas à l'accès à l'emploi : le respect des horaires, le travail en équipe, l'autonomie, le respect de soi et des autres comptent tout autant, en particulier pour l'évaluation du parcours.

La BA67 ne peut pas être critiquée pour sa conception de l'accompagnement, qui ne cautionne nullement une production de travail ou une «performance sociale» par un public ciblé dans un contexte d'économie libérale. Bien au contraire les salariés sont intégrés dans une chaîne solidaire, non marchande, et certains le ressentent profondément (voir encadré).

Si certes, l'équipe de salariés est indispensable au fonctionnement de la structure d'économie solidaire, la plus-value apportée devrait être gratifiante sur le plan social au delà du succès ou non du parcours de réinsertion.

Il s'agit pour eux d'une forme traditionnelle d'entraide reliée aux populations qui se sentent a priori exclus. Cette analyse conforte encore l'idée que le retour à l'emploi classique n'est

pas le principal indicateur de la loi de modernisation de l'IAE. Comme dans toutes les structures publiques ou contrôlées par l'administration selon des critères quantitatifs depuis ces dernières années, il est clairement démontré les limites de ce contrôle sans une évaluation qualitative à laquelle il faut faire confiance.

Sonia Garrigue

A suivre...

dans le prochain numéro, le point de vue de Coralie TIJOU et Nicolas MAETZ





La Banque de l'Objet

Depuis quelques semaines, une étude est en cours au sein de la Banque Alimentaire concernant les produits non alimentaires (vêtements, ustensiles de cuisine, matériel de jardinage, linge de maison, jouets...).

En effet, lors des collectes, nos donateurs habituels ont montré leur volonté de nous donner aussi des produits non alimentaires neufs issus de leurs invendus. Par ailleurs, certains industriels nous proposent des dons ponctuels en quantité trop importante par rapport à nos capacités mais aussi par rapport à notre volonté de stocker / redistribuer ces produits. Si ces dons démontrent une confiance croissante de nos partenaires, leur gestion apparaît éloignée du projet associatif de notre Banque Alimentaire.

Cette étude a donc pour objectif d'identifier les différentes options qui permettraient de se décharger de la gestion de ces produits non alimentaires tout en maintenant la possibilité offerte à nos associations adhérentes de bénéficier de ces produits de qualité.

Porter cette étude, c'est participer à la lutte contre le gaspillage que représente les 400 millions € de produits neufs issus d'invendus qui seraient détruits chaque année, en France (Rapport du cabinet AT KEARNEY réalisé en 2010).

Pour toutes questions ou remarques, n'hésitez pas à contacter **Thomas Chandesris** qui mène cette étude.

Thomas Chandesris



Entraide Le Relais



L'association Entraide le Relais est une structure importante constituée de différentes unités dont les actions sont complémentaires auprès des personnes en situation de détresse ou de misère.

Créée en 1977 pour venir en aide à des jeunes en errance, elle a évolué au fil des années afin de pouvoir à la fois offrir un lieu d'accueil, d'écoute et d'orientation aux personnes en grande précarité, mais aussi une possibilité d'hébergement et de réinsertion sociale, un service d'accompagnement social pour les personnes sans domicile fixe ou bénéficiaires du RMI.

Les 2 unités partenaires de la BA pour les denrées alimentaires se situent :

- Rue St Louis au centre ville : l'Accueil de Jour et le Coffee Bar constituent un premier maillon où ces personnes peuvent venir se poser en prenant une boisson et quelques gâteaux et entrer ainsi en contact avec l'autre. Au cas par cas, il s'agit d'établir un lien suffisant pour qu'un projet puisse s'élaborer selon les besoins et demandes de chacun.

- Rue des Imprimeurs à la Montagne Verte, l'association propose des ateliers de re-dynamisation (dont des ateliers de cuisine et pâtisserie) aux adultes de 18 à 60 ans qu'elle accompagne dans leur parcours de retour à l'emploi. Il s'agit de restaurer la confiance en soi et de mobiliser ses potentiels après des périodes d'isolement, sans activité professionnelle pendant plusieurs années.

Entraide le Relais fait aussi partie de ces associations qui organisent depuis 11 ans «Vivre Noël ensemble» le 24 décembre Place Kléber : un grand amuse-bouche festif, permet la rencontre de publics très différents et inscrit l'action solidaire dans l'espace public du Village du Partage.

Chantal Caps

A VOS AGENDAS

- Mardi 16 avril 14h : Réunion Optimisation de la Collecte hors CUS
- Jeudi 18 avril 10h : Réunion OTR (Hygiène & Sécurité)
- Jeudi 25 avril 14h : Réunion Chauffeurs de la BA67
- Jeudi 30 mai 17h : Assemblée Générale de la BA67